

Mauro HERNANDEZ BENITEZ

A la sombra de la Corona, Poder local y oligarquía urbana (Madrid, 1606-1808), Madrid, Siglo Veintiuno de España Editores, 1995, 422p.
BIU Sorbonne, M8 = 61663.

Présentation de l'auteur : Mauro Hernandez Benitez appartient à l'Equipo Madrid, de l'Université Autonome du même nom. Son domaine de prédilection est l'histoire économique, mais il déborde ici sur l'histoire sociale sans démeriter.

Critique : L'ouvrage est bien documenté, s'appuie sur une étude des sources minutieuses et a reçu une excellente critique provenant de *l'American Historical Review*. Si les limites chronologiques dépassent le cadre de notre étude, l'ouvrage est cependant bien ordonné, et par là même utilisable le jour de l'oral, sans trop de risque de s'y perdre. L'avantage de cet ouvrage est, à mon sens, son abondant outillage scientifique (index fournis de 14 pages, et plus de 80 pages d'appendices contenant divers tableaux qui résument et explicitent convenablement le contenu de l'ouvrage, ce qui le rend accessible, même pour les non hispanophones). On regrettera néanmoins une bibliographie légère (à peine 20 pages et quasi exclusivement en espagnol).

Un des **points faibles** de cet ouvrage est l'utilisation que fait l'auteur du concept de « reféodalisation » pour décrire l'évolution du groupe urbain ici étudié. Ce concept semble être utilisé abusivement et, quoi qu'il en soit, il n'est de toute façon pas clairement explicité, même si tout lecteur peut « sentir » ce qu'il évoque.

Un autre point faible de ce livre se situe au niveau de son vocabulaire marxiste (classe, bourgeoisie...) qui évite à l'auteur de préciser ces concepts, qui par là même restent flous.

Bibliographie personnelle de l'auteur:

- *Historia económica de España: siglos X-XX* / Francisco Comín, **Mauro Hernández** y Enrique Llopis, eds, Barcelona, Critica, 2002, 509 p.
- Traductions d'ouvrages qui ne relèvent pas a priori de sa spécialité: *Religión e imperio: dinámica del expansionismo azteca e inca*, de Geoffrey W. Conrad et Arthur Andrew Desamarets, Madrid, Alianza, 1988.
- *La política pretoriana en el reinado de Alfonso XIII*, Carolyn P. Boyd, Madrid, Alianza, 1990. Mauro Hernandez Benitez trad.
- **Article**: "Forging Nobility: the Construction of a Civic Elite in Early Modern Madrid", *Urban History*, 27, 2000, pp. 165-188

Démarche de l'ouvrage : l'auteur dans cet ouvrage, qui constitue sa thèse doctorale remaniée, se proposait au départ d'étudier la « mairie » (*ayuntamiento*) de Madrid afin de mieux connaître le cadre politico-administratif de cette ville, il s'agissait donc d'une histoire plutôt institutionnelle. Mais son travail a dérivé vers l'histoire sociale, celle des *regidores* du *concejo* de Madrid, c'est-à-dire non pas le système, mais plutôt le groupe qui le dirigea, à l'ombre de la couronne, depuis le début du XVII^e jusqu'à la fin du XVIII^e.

Le point de départ chronologique est le retour et l'installation définitive de la cour à Madrid en 1606, après une courte pause à Valladolid, et le terminus est celui de la guerre d'Indépendance en 1808.

L'auteur limite son étude au milieu des *regidores* madrilènes du fait d'une documentation ample tout d'abord, mais aussi car ce groupe constitue un cas particulier du fait de sa proximité géographique avec la cour. De plus ce groupe révèle une certaine originalité sociale et l'auteur le caractérise ainsi d'« oligarchie urbaine », comprenant par là le groupe des *regidores*, au sens propre, mais aussi élargi : c'est-à-dire tous les détenteurs d'offices municipaux (*alférez mayor*, procureur général, les deux secrétaires de mairie, *alguacil mayor*, les comptables et la majordome de *propios*.) Ce groupe ne correspond pas à la noblesse titrée, même si certains *regidores* peuvent l'être.

L'ouvrage décrit d'abord le groupe des *regidores* : ses ressorts de pouvoir, ses mécanismes de reproduction, sa propre définition sociale qui est mouvante, ses bases économiques, ses stratégies familiales et quelques uns de ses traits culturels. Ensuite l'auteur nous offre un essai d'analyse des raisons de la mobilité sociale dans le Madrid de l'époque moderne et enfin il tente de suivre à la trace les clés de l'activité politique de la mairie.

Les sources utilisées pour cet ouvrage relèvent des archives notariales (inventaire après décès, testaments, contrats de mariages), des archives municipales de la ville de Madrid (administratives, comptables, judiciaires, statuts de la ville, créations d'offices, procès, ...), des archives royales (là aussi administratives, juridiques et judiciaires), mais aussi des archives des ordres militaires (preuves). Sont également mises à contributions quelques sources littéraires (Luis de Ulloa Pereira, Cervantès parmi les plus fameux.). La méthode principale utilisée est celle de la prosopographie qui permet de suivre l'évolution des familles dans le temps.

Résumé de l'ouvrage fait à la lumière de la question de programme :

Le premier point mis en valeur par l'auteur est le **contraste Cour/Concejo**. Ce contraste s'exprime à différents niveaux. Tout d'abord au niveau du nombre de personnes : la cour espagnole établie à Madrid représente approximativement 2.000 personnes, soit 1,5% de la population de la capitale (fonctionnaires et courtisans) tandis que le corps de ville formé par les *regidores* évolue de 39 à 99 personnes au XVII^{ème}, ce qui le rend démographiquement inférieur, même si l'on compte les offices subalternes qui relèvent du *concejo*. Contraste aussi au niveau de la puissance terrienne : en 1658 une centaine de maisons nobles ont 6% du sol urbain, la monarchie elle en possède 27% (121ha), et les religieux 3,5%. Contraste aussi au niveau architectural entre le palais royal très bien situé sur une hauteur, et le corps de ville qui ne fit une demande pour avoir un bâtiment propre qu'en 1623 (demande acceptée par le roi en 1643 et ouvrage réalisé en 1690).

Ce contraste se double également d'une rivalité de compétences entre la monarchie et le corps de ville. Cette rivalité se traduit en termes de concurrence judiciaire entre La Sala de Alcaldes y Cortes, qui était un tribunal jugeant les crimes et les délits dans un rayon de 5 lieues autour de la présence du souverain, et les tribunaux municipaux. Cette rivalité est née du fait de l'installation définitive de la cour à Madrid.

Suite à cela l'auteur s'intéresse au **concejo et à sa composition**. Nous apprenons que le *concejo* madrilène est né en 1346 avec une cédula d'Alphonse XI qui confia la gestion des affaires locales à un nombre réduit d'individus : les *regidores*, qui se substituèrent à un « conseil ouvert » formé de tous les voisins, de profils quasi mythiques. Au siècle suivant la diffusion des *corregidores* achève de donner à la mairie madrilène son caractère définitif. Le *corregidor* était un officier, délégué du roi, auprès des *concejos*. C'était un homme de confiance, de préférence choisi parmi les hommes de « cape et d'épée », par opposition aux *letrados*. Il était en quelque sorte le représentant vivant de la prérogative royale et exerçait une sorte de tutelle sur les *concejos*.

Quant au *concejo* (chapitre des représentants du corps de ville), il était formé d'un nombre variable de *regidores* et comprenait un porte-étendard (*alférez mayor*), charge la plus prestigieuse, un procureur général (à l'origine représentant les intérêts des hidalgos, pouvant faire appel devant le *Consejo*, mais sans droit de vote durant les sessions) et deux secrétaires (un pour les affaires privées, l'autre pour les affaires publiques). Certains de ces offices étaient rémunérateurs, mais d'autres non (offices de concorde)

Les réunions se faisaient le matin, 3 jours par semaine (*ayuntamiento ordinario*), à la demande du *corregidor*, dans la salle du Chapitre de la Ville, quand celle-ci fût construite en 1690. Les participants s'assoiaient selon leur ancienneté (préséance), présidé par le *corregidor* et l'*alférez mayor*. Le vêtement était austère (noir et blanc). Il y avait une pendule, car on prévoyait « une heure pour rentrer et savoir à quelle heure on sortait ». A noter, un fort taux d'absentéisme : seuls 1/3 assistaient au moins à la moitié des sessions annuelles. Ce qui amène l'auteur à conclure que seuls les plus présents contrôlaient véritablement toute cette instance, par conséquent un nombre très réduit d'individus. Ceci changea lorsqu'en 1666, la régente ordonna la répartition des commissions municipales par tirage au sort.

Notons également qu'au XVII^{ème} il y a éclipse de la représentation populaire dans les offices municipaux. Celle-ci ne persiste de manière ténue qu'au travers d'offices électifs de quartiers : les offices dits de concorde. Ces officiers étaient élus tous les ans à la Saint Michel (2 maires [*alcaldes*] de la Confrérie, 2 maires de la Mesta, et différents commissaires et gardes). Néanmoins rapidement les *regidores*, grâce à leur influence réussirent à contrôler ces élections et à y placer leurs fidèles.

Les **compétences** du *concejo*, quant à elle, étaient surtout en matière d'approvisionnement, de contrôle des marchés et des corporations (*los Cinco Gremios*. Cf. émeutes de subsistance de l'*Oropesa* en 1699, en partie politique, seule émeute de subsistance qu'a connue Madrid au XVII^{ème}. De plus le ravitaillement, ainsi que le commerce à longue distance et l'administration des rentes fiscales étaient les grands commerces possibles à Madrid.

Ces compétences pouvaient être l'occasion de conflits avec la monarchie, même si dans la seconde moitié du XVII^{ème} on constate un recul des prétentions de celle-ci. Ce recul étant du à une sorte de complémentarité qui s'établit entre les *regidores* et la monarchie.

Mais aussi et surtout le *concejo* possédait des compétences fiscales, essentielles dans le contexte de fiscalité croissante du XVII^{ème}. Celles-ci avaient trait au service de l'*alcabala*, des *Milliones*, mis en place par Philippe II, également aux *sisas*, et surtout le *concejo* dépêchait un député (*procurador*) aux Cortés, poste qui était prestigieux et essentiel pour la défense de ses intérêts propres. Par contre, l'arrivée de la cour laisse la bienfaisance à des initiatives privées auquel se joint la Couronne, plus ou moins. Il en va de même pour la santé. Les *regidores* pensent que la venue de la cour les détache de ces tâches. Egalement pour ce qui est des fêtes, des études. Renonciation à l'appropriation de l'espace symbolique de la capitale (urbanisme, fêtes). En somme renonciation de la municipalité à ce qui aurait pu fonder les bases d'un pouvoir urbain.

Pour ce qui relevait du militaire, une cédula royale de 1612 supprima les milices dans Madrid.

La concurrence entre la *Sala de Alcaldes y Cortes* et les organes municipaux s'atténua dans la seconde moitié du XVII^{ème} du fait des besoins financiers croissants de la monarchie. A ce stade les *regidores* investirent dans le titres de la dettes de l'Etat, privilégiant ainsi un mode de vie rentier, calqué sur le modèle nobiliaire.

L'acquisition des offices de *regidores* pouvait se faire soit de manière familiale (dot, héritage, nomination, renoncement), soit de manière vénale (achat, la forme majeure, locations, nominations qui sont typiques du XVII^eme, mise en gage). On notera l'importante interconnexion entre les familles, le rôle des liens du sang dans les relations et surtout la mise en place de la cooptation qui permettait un renouvellement de ce groupe contrôlé depuis l'intérieur. Il faut également noter une hausse du prix des offices jusqu'à l'avènement de Charles II. De même la location d'office était réservée à des gens fortunés, ce qui permettait de ne pas les dévaluer. On assista ainsi à une patrimonialisation et une privatisation des offices de *regidores* tout au long de la période.

Le profil social de ces *regidores* évolue tout au long du XVII^eme siècle. C'était une catégorie sociale fondamentalement à cheval entre la noblesse et la bourgeoisie (et les couches inférieures de la noblesse) Le privilège octroyé au *concejo* le 1^{er} juillet 1603 prévoyait que l'*hidalguia* était nécessaire pour appartenir au groupe, et il fût complété en 1638 par la nécessité de la pureté de sang (*limpieza de sangre*). De plus ce privilège de 1638 prévoyait l'existence d'un système de probation de la qualité du requérant, calqué sur le système sévillan (ou aussi Tolède ou Cordoue). Néanmoins on constate que ce système de preuve se réduisit rapidement à un simple défilé protocolaire de témoins amenés par le requérant.

Ce groupe comportait très peu de nobles titrés, quelques petits nobles, mais surtout de nombreux marchands enrichis par le grand commerce ou l'approvisionnement de la ville. L'habit de chevalier était un critère implicite de sélection (les 3/4 du groupe le possédait), ainsi que la participation d'un membre de la famille à l'Inquisition, ou le « don ». Il nous faut alors constater que dans la société castillane du XVII^eme une situation de fait ouvrait la porte à une situation de droit.

Ainsi les offices municipaux étaient un facteur important d'ascension sociale pour des secteurs enrichis (commerçants, financiers, fonctionnaires, bailleurs de rentes) qui adoptaient alors des règles de comportements nobiliaires. Et c'est de la fusion de ces secteurs avec les lignages antérieurs de la noblesse urbaine que va naître l'oligarchie qui dominera le *concejo*. Dans cette optique pour l'oligarchie il y a correspondance entre un trio de fonctions et un trio de qualités. Sur le plan politique, la défense du *concejo* face aux accroissements de celui-ci (qui en réduisent la valeur). Sur le plan idéologique, le *concejo* est un instrument de légitimation du pouvoir face au peuple, et cette légitimation se fait par l'intégration de comportements sociaux nobiliaires. Sur le plan social les *regidores* offrent une codification des formes légitimes de l'ascension sociale. Et cela explique le laxisme dans l'application des statuts qui ne sont au final qu'une forme de contrôle du renouvellement du groupe, impulsée par le groupe lui-même.

On constate ainsi la jeunesse d'entrée dans le groupe (50% à moins de 30ans et 33% à moins de 26 ans) : « la jeunesse est un signe du privilège de naissance » (P. Chaunu). Cette jeunesse a comme corollaire la durée d'occupation du poste (moyenne de 15 ans sur les deux siècles).

L'origine géographique de ce groupe est castillane essentiellement, mais non pas madrilène (ils ne sont que 62%). Les non castillans pour entrer avaient besoin d'une dispense concédée par les Cortés (italiens).

L'extraction sociale des *regidores* se lit dans les preuves pour acquérir le statut, ou dans les preuves pour avoir l'habit de chevalerie. On relève un faible nombre de profils clairement bourgeois, bien que leur importance soit sous estimée, car ce sont là des sources qui relèvent autant de la volonté de représentation (fictions) que de la réalité, dans la mesure où il y avait volonté d'adhérer à un modèle pour obtenir ces privilèges.

Une autre constatation est l'importance des employés de l'Etat dans ce groupe des *regidores* (2/3). Ces employés comprennent la haute administration (rare), les *letrados*, les bureaucrates (majoritaires), les employés de l'hacienda, et les employés du Gouvernement. Ainsi nombreux sont ceux qui bénéficient de la faveur royale pour entrer au *concejo*. L'oligarchie madrilène était ainsi insérée dans les liens de patronage royal. Cependant il est à noter que les situations de service personnel n'étaient pas totalement honorables, et c'est pourquoi on tentait de les cacher quand cela était possible. On notera cependant que ce groupe de *regidores* se distinguait fondamentalement de la noblesse par le fait qu'il dépendait de ses propres moyens pour survivre et améliorer sa position, et aussi il se différenciait clairement de la bourgeoisie car ses recours n'étaient pas exclusivement économiques, sinon politiques et sociaux.

Néanmoins si le nombre de nobles (titrés) était faible, certains apparaissent quand même sur les listes capitulaires du *concejo*. Ces nobles peuvent ainsi être classés en 3 catégories : Tout d'abord, les favoris (*validos*) tels que le duc de Lerma, Olivares, Leganés, le duc de Medina de las Torres. En second lieu et uniquement dans la première moitié du XVII^e, différentes familles de la noblesse territoriale fortement implantées dans les environs de la cour, ce sont les comtes de Chinchón, de Barajas. Leurs disparitions a à voir avec le processus de changement des oligarchies qui abandonnent les stratégies locales par voie de territorialisation à l'ombre de la Couronne. Enfin le troisième type de noble présent était une noblesse de toge, récente et qui devait son ascension au service de la couronne.

Les origines sociales des parents quand elles étaient inférieures à celle des enfants étaient occultées. Cependant généralement il existait un parallélisme entre les occupations des *regidores* et celle de leurs parents. La mobilité sociale était ainsi intergénérationnelle.

EXEMPLE : Manuel Cortizos, banquier portugais, *asentista*, avec une réputation publique de judaïsant, et même scandaleuse pour certains réussit à obtenir les preuves pour les ordres militaires de Calatrava, la mairie et même la distinction de familier du Saint Office !!! (Un comble !)

EXEMPLE : Gaspar Rodriguez de Ledesma était un marchand venu de Santander à la fin du XVIème. Il abandonne les affaires avant d'entrer comme *regidor* (ou il semble tout du moins). Après il fondera un majorat et ses fils se feront appeler Rodriguez de Monroy (beaucoup plus sonore). Un de ses fils Tomàs fit une carrière ecclésiastique, via le Saint Office. Un autre fût comptable de l'Inquisition à Tolède en 1649. L'aîné hérita du titre de *regidor* du père, se vêtit de l'habit de Saint Jacques et entra dans l'administration avant de se marier avec une Davila, fille d'un *regidor* tolédan. Leur fils Gaspar Antonio réussit à être gentilhomme de la bouche, récompense qu'il obtint pour ses bons services à la mairie et qui lui ouvrit la charge de *regidor* entre 1652 et 1691.

Un peu de chronologie :

Dans la seconde moitié du XVIème le *Concejo* (conseil municipal) paraît être dominé par une série de lignages madrilènes enrichis avec les finances des deux premiers Autrichiens, et qui ont investis dans des terres aux alentours de la ville et qui contrôlent le gouvernement de la ville : ce sont les Barrionuevo, Luzòn, les Vargas, Olivares, Pisa, Luján auxquels le chroniqueur Quintana dédia les apartés généalogiques dans son œuvre de 1629. Ils s'apparentent alors à la noblesse territoriale naissante, représentée par les titres neufs au XVIème comme ceux de Barajas, Chinchón, Puñonrostro.

1561 : Madrid devient capitale et l'hégémonie de ce groupe est attaquée par des gens d'origine bourgeoise : marchands, banquiers qui accèdent aux offices proposés de manière croissante par la Couronne. Ils ne représentent alors guère plus de 15% des conseillers mais leur poids augmente si l'on considère les *hidalgos* de *ejecutoria*, et une partie des employés de l'administration, qui sont des secteurs ascendants.

1603 : *approbation du Statut de la ville* pour freiner cette mobilité sociale, même si cette fermeture n'est en somme qu'un goulot d'étranglement et peut laisser passer certaines personnes méritantes.

Cette tendance se poursuit dans les premières décades du XVIIème. Ex : Pedro de Villamor qui en 1588 est propriétaire d'une banque de Madrid et qui devient conseiller en 1599. En parallèle et dans le même temps l'on assiste à une régression des lignages traditionnels, comme nous le montre l'exemple des Barrionuevo, qui réussirent au tournant du siècle à poster 7 de leurs membres au conseil et qui disparaissent brusquement à partir de 1610 pour ne conserver que l'office (prestigieux) d'*alferez mayor* pour le marquis de Cusano, tête du majorat. La noblesse territoriale madrilène conserve ses charges et cherche alors à revalider son influence, mais avec des résultats médiocres. Le dernier à obtenir une procuration pour les Cortes de Madrid fût le comte de Barajas en 1620.

A partir des années 1620, ces sont les descendants de cette bourgeoisie de fin de siècle et les *hidalgos* modestes qui optent pour une double voie d'ascension : le service dans l'administration étant alors vu comme un complément aux espoirs d'anoblissement basés sur la possibilité de capter la faveur royale depuis le service municipal. Ces stratégies ne vont pas sans tensions avec le gouvernement qui lui essaye de caser ses éléments dans l'administration municipale et en particulier sous Olivares.

A partir de mi-XVIIème et surtout à partir de la chute d'Olivares, le processus de fusion de la nouvelle oligarchie se complète en parallèle avec la « reféodalisation » de la ville. De fait la consolidation de cette nouvelle oligarchie est la traduction dans la municipalité de ce processus de féodalisation, et par la même la connexion avec l'appareil d'Etat (et la rente féodale centralisée) va occuper un lieu central. Les conseillers alors sont bien installés dans l'administration, intégrés avec les membres de la basse noblesse présents au *concejo*, ils ont expulsés de leur sein les représentants de la noblesse territoriale et ils paraissent annoncer la fermeture de leur groupe avec la *demande de confirmation du privilège de leur statut en 1638*. En effet à cette date le *concejo* se ferma aux marchands, et aux financiers dans une moindre mesure, même si il y eut toujours des exceptions permises par la vente d'offices, et les accommodements. Mais il resta ouvert aux personnes provenant de l'administration. Cela correspond à **l'adoption des règles sociales nobiliaires**. L'*habito* (ordre chevalerie) devient une exigence et il est désormais nécessaire de vivre et de dépenser noblement, car les charges de conseillers (*regidores*) permettent alors l'entrée à la cour et la carrière dans l'administration. Ainsi une partie des lignages du XVII adaptés aux nouveaux langages honorifiques a atteint comme couronnement son entrée dans la noblesse, mais ils conservent toujours les offices municipaux.

Ce modèle entrera en crise au mi XVIIIème du fait des changements économiques qui se produiront à cette époque.

Fortunes, affaires et rentes. Les bases économiques.

Source : testaments, les inventaires après décès, conservés dans les archives notariales, obligatoires quand il y avait plus d'un héritier, et qui souvent évaluent de manière satisfaisante l'état des biens du défunt. Mais néanmoins la quantité d'informations disponibles est si grande qu'il est difficile de mener une étude

systématique. Aussi les déclarations de capital préalables aux mariages. Documentation plus nombreuse pour le XVII que pour le XVIII.

Nécessité de cette analyse des types de fortune pour comprendre en quoi les charges municipales étaient un levier d'ascension sociale pour des secteurs enrichis mais étrangers à la noblesse.

Les conseillers parmi les riches :

Le *donativo* de 1625, qui exclut la noblesse et les employés de l'administration, nous donne une idée de leur fortune. Sur plus de 75.500 ducats reçus, le corregidor et les regidores (28) en apportent plus du tiers, et Geronimo de Barrionuevo, tête de l'un des clans majeurs du règne de Philippe III, en apporte plus de 8.000 à lui seul (soit 3 millions de maravédís) !!! La moyenne de leur don est donc 3 fois supérieure à celle des marchands du parvis, 5 fois aux marchands boulangers et épiciers, et 15 fois aux maîtres d'œuvres. Néanmoins leurs niveaux de fortune restent en dessous de celui de la noblesse titrée et de celui des conseillers d'Etat.

Ce sont les biens inaliénables qui justement marquent la différence de richesse : les majorats pour la noblesse et les conseillers d'Etat, n'existent que rarement pour les regidores.

Notons également des disparités de richesses entre les regidores, disparités qui s'accroissent au XVIIème. Tout d'abord de fin XVI à mi-XVII, le ratio entre le plus riche et le plus pauvre est de 1 à 4. Puis dans la seconde moitié du XVIIème et jusque vers 1720, il passe de 1 à 17.

Au début du XVII, les regidores sont nombreux à être endettés et les banqueroutes ne sont pas rares, ce qui ne signifie pas pour autant leur ruine, même si quelques fois ces dettes peuvent amener la vente de l'office, comme ce fut le cas pour les héritiers de Martin de Montalvo en 1618.

Puis de 1650 à 1750, temps d'inflation et de crises, l'endettement apparaît comme un recours habituel. A ce même moment les regidores recourent de plus en plus au majorat, comme un moyen de gestion préférentiel de leur domaine. Les dettes dès lors cessent d'être problématiques.

Les formes de la richesse : structure des patrimoines.

Jusqu'aux premières décades du XVII, nous pouvons encore observer des regidores propriétaires terriens, de laine, et qui ont une autre part de leur patrimoine dans la marchandise ou dans la banque. Avec la reféodalisation de la ville le panorama change et l'oligarchie essaie de capter la rente féodale centralisée que l'Etat se charge de collecter et de redistribuer entre les classes dominantes.

L'oligarchie cesse d'être alors en propriétaires terriennes (+/-) et le commerce, les manufactures et les finances disparaissent de ses activités (+/-).

L'abandon de la terre :

Les biens immobiliers constituent la majorité du patrimoine des regidores. Il n'y a parmi eux quasiment aucun commerçant, bien que cette activité puisse être à l'origine de leur fortune. Par contre quasiment tous devaient s'adonner au prêt, bien que nous ne sachions pas si cela leur rapportait beaucoup. Donc des stratégies d'investissements qui s'orientent vers les rentes (*juros, censos, efectos*) ou les offices, rarement impliquées dans la production.

Au cours des premières décades du XVII, l'investissement dans les domaines ruraux (achat de seigneuries, d'*alcabalas* et *tercias*, fondation de majorats) et les gros troupeaux de moutons, de ces regidores baisse. Ceci se produit car la conjoncture agricole change. L'achat de terres dès le début du règne de Philippe IV, cesse d'être un investissement économique pour devenir un investissement social, source de prestige. Preuve de ce désintérêt est la rétrocession des prêts des regidores à des conseillers d'Etat et des laboureurs des villages voisins. Néanmoins l'investissement dans la terre et le bétail est toujours la principale source de rente dans la société du XVII. Ce qui se produit c'est l'apparition d'autres causes, plus indirectes et plus sûres pour obtenir une participation à ces rentes (*juros, censos*). Cependant si ces rentes sont préférées elles reposent au final sur l'excédent produit par les champs et le bétail.

Le noyau du patrimoine : maisons, rentes et offices.

Propriété urbaine importante pour ces regidores. Une *casa* n'est pas seulement une maison, ce peut être un immeuble qui peut comporter 4 ou 5 étages, et dont la location est une source de profit non négligeable. D'autant plus que ces regidores, grâce à leurs contacts politiques réussissent à obtenir, même gratis parfois, des privilèges : c'est-à-dire l'exemption, ou une composition pour l'*apoyento* (obligation de loger un des courtisans qui aurait droit à ce privilège), et aussi la concession d'une conduite d'eau courante qui passait par des souterrains. Ces rentes étaient un bon investissement pour qui voulait s'éloigner des affaires, ou du commerce. Néanmoins, nous ne connaissons pas encore tous les usages que l'on pouvait faire de ces rentes, si l'on pouvait s'en servir comme moyen de paiement par exemple.

Jusqu'en 1630, préférences pour les *juros*, qui disparaissent ensuite quand Philippe IV décide de cesser de les émettre. Ils laissent place dans les années 1640 aux *efectos de villa*, qui se développent avec la hausse de l'endettement de la ville, mais leur taux d'intérêt baisse vers 1680 (5%), et encore en 1706 (3%). Dette qui atteint les 207 millions de *reales* dans les années 1680.

Développement de l'achat d'offices, qui souvent s'accompagne de la constitution d'un majorat (*mayorazgo*). Néanmoins l'office pour être rémunérateur suppose d'être occupé personnellement, car cela permet en outre des contacts qui constituent une part importante de leur rentabilité, bien que celle-ci soit difficile à mesurer.

Les choses commencent à changer dès le début du XVIII^{ème}. A cette date, en effet la récupération démographique entraîna une hausse de la demande de terre, et par la même un regain d'intérêt en tant que secteur d'investissement.

Le majorat : un outil nobiliaire.

Seulement 36 regidores en ont fondés, ce qui représente moins de 10% de la population étudiée sur la période. Néanmoins ils sont plus nombreux à avoir hérités d'un majorat (45%). De plus la majeure partie des fondations se **concentrent dans la seconde moitié du XVII^{ème}**. De toute façon la proportion de fondations est faible par rapport au groupe de la haute noblesse.

Ex. de composition de ces majorats, p.141.

On s'aperçoit qu'ils ont la même structure que les patrimoines libres, mais qu'ils sont le plus souvent constitués de seigneuries, de terres et de titres de noblesse. C'est que le majorat était une marque de noblesse. D'ailleurs jusqu'en 1590, quasiment aucun majorat ne fut fondé par des regidores, et cette situation se prolongea jusqu'au début des années 1630. Ensuite leurs fondations s'accélérent pour décroître début du XVII^{ème}.

Au XVII, seulement 9 licences, qui octroyaient le droit d'aliéner ces majorats, furent données par le roi, et encore en majorité à des nobles titrés liés aux monarques. Ex : Philippe III aux comtes de Villafranca et Chinchón. Ces licences d'ailleurs entraînaient la dilapidation du patrimoine bien souvent.

On peut conclure sur ce point en affirmant qu'attitude rentière ne signifie pas passivité économique et nous avons vu diverses situations qui nous permettent de démontrer que ce groupe des regidores savait rechercher les profits, en s'adaptant aux diverses conjonctures. Importance de Madrid comme Ville, mais aussi comme siège de la Cour. De cela découle le fait que le milieu des regidores de Madrid était très lié à la Cour. Et cette forme de rentabilité (faveurs, dons, prestige, position sociale) est dure à mesurer et elle est néanmoins fondamentale, car elle montre la confluence de l'oligarchie urbaine avec la monarchie féodale (et non agraire). Ainsi l'oligarchie madrilène abandonnait les activités productives et renonça à disputer la terre à la noblesse. En échange elle se construisait une base économique rentière, au sein de la cité féodale, en accaparant notamment les immeubles.

Divorce notoire entre richesse et production. Car les rentes étaient payées au final, par les plus pauvres pour les plus riches. Et de plus le prêt au particulier devait être important et généralisé.

Contexte général de désarticulation des réseaux commerciaux et des centres manufacturiers au début du XVII. Puis contexte de guerre européenne.

Les stratégies familiales et les politiques de reproduction : étude qui s'appuie sur la classification de P. Bourdieu, en essayant de définir des régularités et non des règles, au travers d'un ensemble de pratiques conscientes ou non pour conserver le patrimoine et maintenir ou accroître la position sociale.

Dans cette société inégalitaire, l'ascension sociale est parfois la seule manière de ne pas régresser. Il existe donc différents types de stratégies de reproduction :

1. les stratégies de fécondité ou les successions se centrent sur la transmission du patrimoine.
2. les stratégies matrimoniales.
3. les stratégies éducatives pour acquérir un capital culturel, pour les bâtards notamment
4. les stratégies proprement économiques, pour la reproduction du patrimoine
5. les stratégies d'investissement social, dont les buts sont le maintien ou l'instauration de relations sociales directement mobilisables et utilisables.

Les comportements démographiques, montrent un taux de nuptialité important (- de 5% de célibataires à comparer avec les 17% des conseillers de Castille) ce qui révèle que le mariage est un impératif social. Ce fait est confirmé par le taux de secondes noces (22% des mariés).

L'âge moyen au mariage est de 28 ans pour les hommes et de 18 ans pour les femmes (stratégie de fécondité), néanmoins malgré cela seuls 63% des regidores ont des enfants. De plus dans ces 63% seuls 50% sont des mâles, ce qui fait que les chances de survie du lignage étaient faibles, et ce même si les regidores se mariaient avec des femmes jeunes et plusieurs fois si il le fallait.

EXEMPLE : Poète don Luis de Ulloa Pereira (1584-1674), qui accéda à la mairie en se mariant Maria Vallejo, fille et sœur de regidores, eut 9 enfants avec 3 femmes différentes. Cet homme était le descendant d'un lignage important, en déclin au début du XVII^{ème}. Il était passionné par le jeu et les lettres et aspirait à une vie de courtisan. Il fit son dernier mariage à 72 ans et eût son dernier fils à 84 ans. Quand il mourût, 4 fils lui survécurent, mais un seul fût est capable de lui succéder dans son majorat (*mayorazgo a agnación rigurosa*) aux règles strictes. En effet, un de ses fils était aux Indes comme capitaine, l'autre un bâtard. Or, il était à la tête du majorat de la famille des Toro (qui pratiquement monopolisait la procuration aux Cortès de la ville depuis le temps des Rois Catholiques). Ce cas illustre les difficultés de transmission de son patrimoine.

Donc des difficultés à avoir des héritiers du fait d'une forte mortalité infantile, mais aussi ces stratégies de fécondité pouvaient donner lieu à une progéniture abondante qu'il fallait nourrir et doter. C'est pourquoi certains optèrent pour limiter leur nombre d'enfants afin de mieux les préparer dans la vie, même si ce sont là des cas très rares.

Les stratégies successorales : héritages et majorats.

Quasiment aucun regidor ne meurt sans tester auparavant. Au départ les testaments se font à l'article de la mort, puis dans la seconde moitié du XVII^{ème}, développement des pouvoirs délégués pour tester. Le testament a pour but de faire perdurer le lignage mais aussi de subvenir aux besoins des autres enfants qui n'héritent de quasiment rien dans le cas d'un majorat. Néanmoins, peu de majorats dans l'oligarchie madrilène car l'héritage en général se faisait selon la loi commune avec partage entre les différents héritiers, qui sont en général la famille proche. Il faut noter aussi que la probabilité de léguer un majorat dépend de différents facteurs : taux de nuptialité, de fertilité, de masculinité, de mortalité infantile, et d'espérance de vie des parents. Cette faiblesse des majorats peu s'expliquer alors par la difficulté d'avoir des successeurs, difficulté d'autant plus grande que le lignage récent comporte peu de branches « valables » qui soient capables de transmettre le nom. De plus cette faiblesse du majorat s'explique selon l'auteur par le fait que celui-ci est un instrument qui a pour but de renforcer une classe de personnes, ce qui ne semble pas avoir été le cas des regidores.

En effet les regidores semblent avoir privilégié le modèle de la famille nucléaire, unie par des liens forts. L'auteur constate ainsi qu'il n'y a pas d'indices de « parents majeurs », ni de liens de clientèles avec la noblesse, ni de liens de fidélités au-delà du cercle familial ou socioprofessionnel, sauf en de rares occasions. Il déduit cette remarque de l'étude des contrats de mariages.

La base des relations familiales est fondamentalement au sein du couple et de ses enfants. Les liens sont étroits, en fonction de la proximité, entre le couple et les enfants et entre frères et sœurs. Par exemple on avait coutume d'appeler son beau frère « *hermano* » (frère).

Dés lors l'auteur conclut à des stratégies expansives de ces familles d'oligarques madrilènes. Le but était de répartir la richesse entre les enfants et de bien marier le maximum de filles, aussi de profiter de toutes les occasions pour améliorer la position des bâtards. Le comportement nobiliaire était ainsi plus rhétorique que réel, ce qui se note dans les clauses de contrats de mariages qui peuvent stipuler l'interdiction aux héritiers de fonder un majorat.

Ajoutons également qu'au XVII^{ème} il existait encore de nombreux héritages en faveur de fondations pieuses, et cette coutume disparaît à partir de 1690

Pour ce qui était des fils et des filles cadettes la carrière religieuse resta attractive jusqu'à la fin du 17^{ème}, ainsi que la carrière des armes.

Le rôle du couple :

Tout d'abord la « proportion du mariage » est vue comme nécessaire pour faire un bon couple ce que résume une œuvre de la mi-17^{ème}, de Francisco Manuel Avreu de Melo, traduite en castillan en 1724, *La Carta de guia de casados*: « Le déséquilibre dans le sang, dans les âges, dans les finances, est cause de contradiction. La contradiction... désordre. [...] pour la nécessité des parents, il faut la proportion du sang, celle des finances pour le bien des enfants et de l'âge, pour le goût des époux. »

Ceci nous est montré également dans *Don Quijote*, où les accidents de mariage de Camacho et de Manuela révèlent deux problèmes : l'amour et le choix du conjoint, et l'égalité des époux.

La transmission du patrimoine se fait de manière endogamique. Néanmoins l'endogamie stricto sensu ne concerna que 5% des couples, l'endogamie en général était donc plutôt avec une cousine, mais rarement entre deux familles.

Endogamie oligarchique concernait 1/3 des couples, mais cela incluait également les personnes qui pénétraient l'oligarchie grâce à la dot de leur femme. Sinon on constate surtout une endogamie économique, c'est-à-dire une parité des fortunes (mais cela peut aussi venir d'un effet de source qui souhaiteraient montrer une égalité qui en réalité était plus fictive que réelle).

En réalité le ratio apport de capital du mari / dot de la femme était de 1,8 en moyenne. De même au moment du versement des arrhes, lors des fiançailles l'apport du mari était de 10% en moyenne contre 20% pour les femmes.

Il y avait donc un taux d'équivalence comme l'a souligné Yves Barel : les déséquilibres en termes de statuts sociaux se compensaient par des déséquilibres financiers. Il existait donc un système de compensation entre les différents capitaux tels que les a définis Bourdieu. Les arrhes se payent en l'honneur de la vertu et de la virginité de la fiancée.

Donc, une endogamie à l'intérieur de la même classe sociale (57%), et au sujet des nobles titrés tous se marient (sauf 2 ou 3 exceptions au 17^{ème}) avec des filles de nobles titrés.

La conclusion à tirer est que le mariage ne permettait pas la mobilité sociale à cause même de cette endogamie.

Quant à l'amour il entraînait en conflit avec l'institution sociale qu'était le mariage. En effet le consentement paternel était nécessaire pour se marier, et cette norme fût bien appliquée, dans la noblesse surtout. Nous

remarquerons également que l'outillage mental et culturel de cette époque fait que le mariage en tant qu'institution sociale était relativement bien accepté, même si il existait des cas de mariages secrets comme celui de Juan Diaz de la Mora, fils d'un *asentista* riche qui se maria contre la volonté de son père en 1710 avec Isabel Garcia de Cisneros. Leur fils eut d'ailleurs du mal à obtenir l'habit de Calatrava à cause des origines de la mère.

Education et culture :

➤ Troisième voie d'ascension sociale, l'éducation et **la culture pour les bâtards**. Cette voie s'opère au travers du système scolaire qui est perçu comme une voie légitime d'ascension sociale, essentiellement à partir du règne de Charles II, mais pour les bâtards ou les cadets, car les études cadrent mal avec « l'honneur ». C'est donc une voie de secours honorable, mais qui ne revêt qu'un caractère secondaire dans les stratégies de reproduction sociale.

On remarquera ici la différence avec Barcelone où les letrados pénétrèrent largement l'oligarchie urbaine au XVII^{ème}. De fait si à Barcelone les oligarchies avaient besoin de renforcer leur capital éducatif, il suffisait à Madrid d'asseoir son capital social : emplois, connexions, amitiés, liens familiaux.

➤ L'éducation se fait d'abord et **avant tout à la maison et au travail** (*officio*). De fait, l'étude des comptes testamentaires dans lequel apparaissent tous les membres de la familia (sens espagnol) nous montre que l'éducation se faisait bien souvent à l'aide d'un précepteur, et que les enfants ne fréquentaient pas l'école publique. Rare étaient ceux qui bénéficiaient d'un enseignement supérieur (et quand tel était le cas il s'agissait de cadets). De plus tous ces regidores possédaient la maîtrise des techniques comptables de l'époque (système de débit et crédit), qu'ils utilisaient dans le privé.

➤ L'auteur pointe aussi le goût artistique de ces regidores, avec par exemple le banquier Manuel Cortizos qui se fendit d'un poème dédié à la reine Isabelle de Bourbon. Surtout il nous fait apparaître que **certains aspects culturels de ces regidores avaient un rôle social**. Il en allait ainsi de l'assistance aux comédies, des places d'honneur aux *fiestas de toros*, de la pratique du jeu, et de la promenade en voiture qui remplace le déplacement à cheval au cours du XVII^{ème} et ce malgré les interdictions répétées de la monarchie (problème d'encombrement dans les rues de Madrid de ces carrosses). Idem, il constate l'apparition et la multiplication des armes (à feu et blanches) dans les inventaires après décès, l'omniprésence de gardes mangers (pâtisseries) et la fréquence des horloges, et des esclaves.

Les champs de l'honneur : les voies d'ascension sociale :

➤ Parler de mobilité sociale implique une représentation qui se fait traditionnellement sous la forme pyramidale. Il faut afin de mieux prendre en compte tous les aspects, se représenter cette pyramide en trois dimensions : la première serait le volume du capital, la seconde sa structure et la troisième, l'évolution dans le temps de ces deux propriétés. **Les hiérarchies sociales ne sont pas planes sinon polyédriques.**

➤ Difficulté d'établir les profils d'ascension sociale du fait que les sources occultent les origines modestes. L'usage du « don » ne peut être considéré comme un indice fiable du fait de sa généralisation tout au long du XVII^{ème}. En effet si dans les années 1620, 16 regidores qui entraient en fonction en usaient, ils étaient également 13 à ne pas s'en servir. Mais à partir du règne de Philippe IV, il est en usage pour tous les regidores. On peut donc mesurer l'ascension sociale au travers des procès pour l'obtention d'une *ejecutoria de hidalguia* (procès coûteux) et au travers des procès pour l'obtention d'habits de chevaliers.

➤ Les règles pour l'ascension sont **l'honorabilité et la mobilité intergénérationnelle**. Or l'honorabilité s'acquiert non seulement avec de l'argent mais également en participant au pouvoir. L'argent quand à lui peut s'acquérir au travers du commerce (à grande échelle de préférence, la laine au début de la période), de la possession d'un office, de la participation à la fiscalité (*efectos, juros*).

➤ La **participation au pouvoir** est un investissement dont la rentabilité est dure à mesurer du fait de l'importance des recettes extraordinaires (occasionnées par la participation à telle ou telle commission, et qui dépendaient donc de la volonté de travailler de la personne et du choix de la Couronne). Ceci dit le salaire annuel était au 17^{ème} autour de 2.000 maravedis annuels, ce qui ne pouvait suffire à amortir le prix de l'office, qui ne cessa de grimper. Car en effet le regidor obtenait de par sa fonction : honneur et argent, mais surtout le pouvoir, et l'accès aux sphères du pouvoir qui ouvraient la voie à l'obtention de faveurs, rentes, privilèges, position sociale améliorée. La propre rentabilité économique de l'office dérive d'ailleurs de ce pouvoir.

➤ Les attributs du pouvoir. Tout d'abord **le nom** qu'il convenait de se faire, par exemple Manuel Cortizos qui utilisa une relation d'affaire avec un tel Villasante, pour se faire appeler Cortizos de Villasante. Cette « manie » nobiliaire fut importante au 17^{ème}, on supprimait ainsi les noms jugés communs/vulgaires comme ceux de Pérez et Rodriguez. Une fois le nom acquis, il fallait ensuite **vivre noblement**, ce qui signifiait s'abstenir des offices vils ou mécaniques, avoir une quantité de domestiques, aller en voiture, avoir des esclaves, disposer d'armoires, parler avec des gens de 1^{ère} noblesse, et surtout, vivre de ses rentes.

Mais vivre noblement cela signifiait également participer aux violences privées (*vendettas*) et défendre son honneur, car la violence était un signe d'identification nobiliaire.

De même il y avait ce que l'auteur appelle les **actes positifs** tels que l'insertion dans les listes paroissiales d'hidalgos pour les élections d'offices, la reconnaissance d'hidalguia (ejecutoria) du fait de son coût prohibitif, les preuves de pureté de sang auxquelles on adjoignait la preuve d'avoir eu un membre de sa famille comme familial du Saint Office. Tous ces actes étaient des marqueurs de notabilité et d'honneur et par la même d'ascension sociale.

L'habit de chevalier était aussi un de ces marqueurs nobiliaires, dont seuls pouvait se passer les plus grands qui n'avaient pas à démontrer leur qualité. Au temps de Philippe III, 20% des regidores avaient un habit, 50% sous son successeur et 70% sous Charles II. Ces chiffres exceptionnellement élevés ne se retrouvent qu'à Madrid et sont bien évidemment liés à la présence de la cour et à ses liens avec la mairie.

Enfin l'**apogée** d'une ascension sociale se trouvait marquée par **différents éléments**. Tout d'abord un emploi à la cour, la plupart du temps honorifique tel que majordome, ou chef des dépendances. Ces emplois permettaient l'accès aux personnes royales et c'est pour cela qu'ils étaient convoités. De même la fondation d'un majorat constituait un zénith, car seule les familles établies et plus ou moins sûre de leurs descendance pouvaient se le permettre. La possession de terres et de seigneuries, achetées à la couronne royale, était aussi un élément clé qui permettait de marquer la réussite sociale, car indépendamment de leurs valeurs économiques ils donnaient accès à la noblesse titrée. C'est ainsi que l'auteur est amené en ce sens à parler de « reféodalisation » de la société castillane, dans le sens où la mobilité sociale s'exprime par l'adoption de comportements nobiliaires. Néanmoins n'y avait-t'il pas la une trahison dans le sens où la noblesse était censé s'exprimer dans son enracinement dans la terre et dans le service au roi ? On assisterait alors à un renversement du schéma (point de vue personnel).

Conclusion :

L'oligarchisation du concejo et l'intervention de la monarchie ne sont pas contradictoires, sinon complémentaires. Cela explique l'existence de marges à l'échelle locale du pouvoir qui sont occupées par la monarchie. Intérêts communs, mais toujours prééminence de la Couronne.

Pouvoir de la mairie qui manque d'autonomie juridique et juridictionnelle, cependant la monarchie donne à la mairie les instruments pour se reproduire de manière autonome. Preuve en est qu'aucun office municipal ne fit retour à la Couronne.

Dans la Castille du XVIIème, les oligarchies urbaines ont renoncé au pouvoir urbain, pariant sur un projet de « reféodalisation » de l'absolutisme. Il faut alors remarquer que depuis le XVème siècle, ce pari sur la monarchie était déjà présent.

L'oligarchie urbaine naît avec l'expansion économique et la crise de la fin du XVIème, car elle prête (censos) aux nobles et prend des rentes sur les dettes de l'Etat (juros). De plus elle participe à la collecte des impôts (alcabalas, millones) et devient un relais nécessaire de la monarchie par la même.

Cette « bourgeoisie féodale » se constitue de commerçants, financiers, strates inférieures de la noblesse, employés de l'Etat et professions libérales telles que notaire par exemple. Elle va engrosser les rangs de l'oligarchie urbaine et essayer de se doter des attributs nobiliaires (individuels ou collectifs comme le statut). Cette oligarchie, rappelons le, existe et se développe sur la fiscalité (**système : servicios – efectos – sisas**) et s'éloigne de la production.

Un petit rappel (fondamental) de cette évolution : depuis la fin du XVIème jusqu'aux années **1620-1630**, la mairie se voit soumise à un fort processus de renouvellement, c'est-à-dire que dans le concejo des éléments « bourgeois » (riches commerçants, voir peut être artisans, professions libérales) tendent à entrer et à mettre fin au monopole de l'oligarchie de bas territoriale, sur les charges de regidores. Se met alors en place une « bourgeoisie féodale » qui va se consolider de **1640 à 1680** (grosso modo). Cette consolidation se fit grâce au développement de l'Etat royal. Le processus d'ascension sociale est alors toujours possible, mais devient de plus en plus difficile. Cette bourgeoisie féodale monopolisant le concejo madrilène perdurera jusque vers 1750. Néanmoins vers **1680**, le système montre des signes de faiblesses dues à la crise de la fiscalité municipale, qui se double d'une crise des rentes (relative) de l'oligarchie.

Les regidores madrilènes constituent donc un groupe à part, du fait de leur proximité avec la cour. C'est un groupe qui est fondamentalement à cheval entre bourgeoisie et noblesse, et qui aspire à celle-ci. Le levier de son ascension provient de l'argent et de la fiscalité essentiellement, mais aussi de l'adoption de comportements nobiliaires. Ce n'est qu'en comprenant bien l'appareillage social et culturel de cette noblesse (*titulados*) que l'on peut comprendre ce groupe.

Annexe n°1 : José Ignacio Gomez Zorraquino, “Ni señores, ni campesinos/artesanos. El Gobierno de los ciudadanos en Aragón” in *Burgueses o ciudadanos en la España Moderna*, Francisco José Aranda Pérez, Cuenca, Ediciones de la Universidad de Castilla-la-Mancha, 2003, pp.356-395.

Résumé de l'article qui vient mettre en évidence un autre groupe de *regidores*, ceux du royaume d'Aragon, qui si, par certains aspects nous rappelle les *regidores* madrilènes, s'en différencie cependant.

Dans un premier temps l'auteur s'attache à définir le terme de « bourgeois » en Aragon, à l'époque moderne. Il montre ainsi qu'il relève d'un double acception : socioéconomique, et sociopolitique. Il note également que ce terme n'apparaît qu'exceptionnellement dans la documentation des 16^{ème} et 17^{ème} siècles. On peut cependant l'accepter pour définir une **classe intermédiaire (ni seigneur, ni artisan/paysan) avec un statut politique reconnu principalement dans la ville de résidence, avec éventuellement une prolongation de cette reconnaissance dans un milieu plus large**. Une cédula royale de 1348 octroya des privilèges à ce groupe de personne se rapprochant de l'aristocratie (exemption fiscale, droit de posséder des armes et armoiries, biens achetés libres d'impôt). Ainsi les *ciudadanos honrados* des villes de Zaragoza, Alcaniz et Huesca était assimilés au groupe des *infanzones* (hidalgos ayant reçu en héritage une seigneurie et une autorité limitée).

Cet article montre les conditions d'accès au groupe des *ciudadanos honrados* (citoyens d'honneur, *regidores*) dans les villes d'Aragon. Ces conditions sont, par certains aspects, similaires à celle du groupe madrilène et sont au nombre de six :

- Avoir une naissance légitime
- Avoir un certain âge
- Avoir vécu continuellement dans sa ville natale (exclus les étrangers)
- Avoir un capital immobilier important dans sa ville d'origine
- Avoir la pureté de sang
- Ne pas avoir de boutique ouverte ou un travail manuel, mécanique.

Egalement les ordonnances de la ville de Zaragoza stipulaient la nécessité d'avoir au moins un cheval pour son propre usage. **Le travail manuel, mécanique semble être une réelle barrière** qui permet de distinguer ce groupe des *ciudadanos*, vivant de rentes et/ou d'offices municipaux, du reste du tiers-ordre. Cette barrière se lit aussi au travers de la vie rentière qui était un critère d'honorabilité, mais qui n'était pas absolument nécessaire comme le montre le *Privilège (fueros) pour les marchands de tissus et leurs honneurs* institué par les Cortès de 1626, renouvelé en 1678, 1686 et 1702, qui prévoyait la possibilité de vendre des tissus mais pas personnellement, ni dans une boutique ouverte et ce, sans perdre son *status*. Cependant, et c'est là une différence majeure avec Madrid, Zaragoza dans ses statuts refusaient l'accès au groupe des *ciudadanos honrados*, aux *caballeros*, c'est-à-dire aux membres de la noblesse, et cela ne changera que sous le règne de Philippe V. D'ailleurs les *ciudadanos* ne commenceront à porter le don qu'à partir du XVIII^{ème} siècle.

On constate ainsi que durant les 16^{ème} et 17^{ème} il existait trois types de situations municipales dans le royaume d'Aragon : celle où nobles et *caballeros* étaient exclus de la vie municipale et où le contrôle de principaux organes de pouvoir était réservé aux *ciudadanos* (Zaragoza) ; celle où les petits les *caballeros* et les *infanzones*, avaient accès aux petites charges juridictionnelles conjointement avec les *ciudadanos* (Huesca et Jaca) ; et celle où nobles et *ciudadanos* exerçaient conjointement tout le pouvoir municipal (bien que les nobles furent dans tous les cas qu'une petite minorité) : Alcañiz, Tarazona, Barbastro, Daroca)

Néanmoins l'auteur montre que cette barrière est relative et fonction de la richesse de la population de la ville. Car si Zaragoza, capitale du royaume d'Aragon pouvait se permettre d'exiger une période de 20 ans sans avoir travaillé de ses mains, pour donner l'accès aux meilleures charges municipales, d'autres villes plus modeste limitaient cette interdiction à 5 ans voire 1 an pour les plus petites. De plus, comme à Madrid il existait des processus de contournement des normes et l'on put ainsi compter des nobles dans le *concejo* de Zaragoza. Ainsi, par exemple, les Cortès

Ainsi l'honneur apparaît comme le moteur de la mobilité sociale et c'est la richesse accumulée qui est le levier de cette mobilité. Il faut aussi remarquer qu'en Aragon, l'appartenance au groupe des *ciudadanos* était vu comme un échelon vers le sommet d'une hiérarchie sociale car cela procurait au travers des charges exercées un poids économique et social très important, qui pouvait éventuellement permettre l'obtention d'une seigneurie ou un titre d'hidalgo. De plus cela se note aussi au travers d'une certaine « aristocratisation » (fondée sur le capital au 17^{ème}). La société aragonaise acceptait donc l'importance du capital marchand et de l'industrie qui constituaient les piliers fondamentaux de l'économie des territoires les plus développés du royaume. Et pour preuve les ordonnances de la ville de Zaragoza de 1669 écrivaient que « l'emploi de la soie, et de la laine, est décent et honorifique, pourvu qu'on ne travaille pas avec ses mains ».

Annexe n° 2: José Ignacio Gomez Zorraquino, *La burguesia mercantil en el Aragón de siglos XVI y XVII (1516-1652)*, Zaragoza, Diputación General de Aragón, 1987, pp. 196-239.

Ces pages sont extraites de la thèse de l'auteur parue dans une version courte. Elles sont consacrées à la crise subie par la bourgeoisie aragonaise dans la première moitié du XVII^{ème}. Cet article vient compléter

L'extinction du capital marchand aragonais. Cette crise débute dans les années 80 du XVI^{ème} siècle. En Aragon apparaît alors le **bandolérisme**, et la délinquance prolifère, ce qui dans un premier temps ralentit les échanges et provoque des **séries de faillite** dans les dernières années du 16^{ème} siècle et les premières décennies du 17^{ème} (mauvaise gestion en cause également).

De plus il y a un désintérêt de ces familles de marchands pour le commerce, et elles commencent à adopter le style de vie nobiliaire, basé sur un mode de vie rentier. Ces familles investissent donc dans les différentes rentes, ce qui les pénalise lors de l'expulsion des morisques.

A cela il faut ajouter l'**extinction de familles** de marchands par faute d'héritiers, car l'endogamie était très forte. Dans ce cas le capital allait « mourir » dans une fondation religieuse bien souvent.

Mais l'**expulsion des morisques en 1609**, joua également un rôle négatif car la plupart d'entre eux étaient des vassaux de la noblesse. Leur perte entraîna tout d'abord (évidemment) une perte de population et donc de main d'œuvre pour la terre, et ce n'est que lentement que les villages seront repeuplés (déficit humain, fiscal, de demande sur le marché, technique). De plus les morisques partageaient aussi avec un savoir artisanal, mais surtout ils laissaient les seigneurs responsables des *censos* qu'ils avaient contractés, or ceux-ci étaient insolubles la plupart du temps. Ceci amena la signature de contrats de concordes faits devant notaire, qui furent rendus publics au fur et à mesure des années. Il faut ici distinguer trois étapes : tout d'abord jusqu'aux Cortès de 1626, les contrats de concorde vont de 8 à 20 ans, la perte effective importante des créanciers qui néanmoins récupèrent des rentes seigneuriales, ou administrent des biens pour se rembourser, même si la perte estimée est entre 25 et 66%. Puis de 1626 à 1645 on décide que les contrats de concorde seront prolongés jusqu'aux prochaines réunions de Cortès. A partir de 1645/6, seulement un contrat de concorde est mentionné.

L'expulsion des morisques fût donc négative pour les créanciers en Aragon, car les morisques n'étaient pas propriétaires de leur terre comme ce pût être le cas à Valence. Or, la terre si elle n'est pas travaillée ne vaut rien. On assista donc à un appauvrissement de la société aragonaise selon l'auteur.

Egalement les conséquences néfastes pour l'Aragon du **vote aux Cortès de Barbastro y Calatayud en 1626** (2.000 hommes et 144.000 livres annuelles sur 15 ans). Pour parvenir à réunir la somme, un impôt de 5% sur les tissus du royaume fût créé et les droits généraux (*sisas*) passèrent à 10%.

A noter ensuite, du au contexte international, l'**interdiction de commercer avec la France en 1635**, or celle-ci était la principale cliente et fournisseuse du royaume. Puis de **1640 à 1652 les répercussions de la guerre de Catalogne**, qui entraînèrent une décapitalisation du fait des prélèvements en hommes et en argent. Ainsi de nombreux concejos furent dans l'incapacité de payer les pensions des *censos*, et durent mettre leurs biens en locations (fourns, moulins, propriétés,...)

Le contrôle des circuits commerciaux aragonais par les marchands étrangers.

Fin des années 1580, implantation significative des **génétois** qui prolongent leur séjour jusqu'au début du 17^{ème}, voir même certains s'installent définitivement. Ils sont alors les bailleurs de rentes féodales et ecclésiastiques, tel Octavio Bartoloni en 1616-1619. Ils commercialisent ainsi les excédents de ce qu'ils récoltent dans leur pays d'origine (laine, bovins,...). Néanmoins cette importance des génétois dans l'économie aragonaise est sans commune mesure avec le rôle qu'occupent leurs compatriotes à la cour.

Les **marchands français** deviennent prépondérants en Aragon dans les premières décennies du 17^{ème}, tant par leur nombre que par leur volume de production. Ils provenaient essentiellement de Gascogne et du Béarn, régions qui étaient en contact permanent, mais aussi de Bourgogne, Franche Comté et d'autres lieux. Ce courant migratoire avait commencé avec les guerres de religion dans le Midi, et s'était accentué alors que l'Aragon se dépeuplait. Les français exportaient la laine vers l'industrie de Toulouse et on vota ainsi aux Cortès de 1626 des mesures protectionnistes (interdiction d'importer des tissus de soie, d'argent, d'or, et de draps de laine). Mais ces mesures tardèrent à se mettre en place et elles furent régulièrement contournées comme le montre leurs fréquentes réitérations. Il existait en effet un courant pour et un contre ces mesures.

En 1645-1646, les Cortès prévoyait le *fuero* : «*Quod extraneus a Regno de alienigenis ad officia non admittendis*», afin que les français résidents n'accèdent pas aux charges publiques, pas plus que leur descendants.

Conclusion : Naissance d'une nouvelle bourgeoisie au 17^{ème}, différente du 16^{ème} et qui émerge de différents lieux du royaume, et était constituée de membres de la basse noblesse intéressés par les activités marchandes (ils apparaissent dans la documentation sous le nom d'*infanzones*-marchands). Mais cette bourgeoisie semble être économiquement inférieure à celle provenant de l'étranger, notamment du au désir de sa part de rester « propre » de toute tâche. Néanmoins c'est elle qui occupera les charges officielles, comme celle par exemple de « buller » les étoffes précieuses (signe de leur provenance du royaume) et dans la seconde moitié du 17^{ème} elle réussira à reprendre en main les circuits commerciaux aragonais, et à la fin de ce siècle elle arrivera à suppléer seule au vide laissé par les marchands judéo convers.

Quelques mots de vocabulaire essentiels...

Censos : type de prêts avec hypothèque sur des maisons, terres, immeubles ou quelques autres types de biens immobiliers. *Censos perpetuos* : ceux qui ont comme origine une cession de sol. *Censos remedibles* où *a quitar* : les plus couramment employés, en échange d'une rémunération relativement faible celui qui prête obtient une rente sûre, gagée sur des biens immobiliers hypothéqués.

Efectos de villa : titres de la dette de la ville.

Juros : titres de la dette de l'Etat.

Majorat (*mayorazgo*) : biens laissés en héritage, en principe inaliénables. Ils ne peuvent ni se vendre, ni être hypothéqués, ni être laissés en héritage à personne d'autres qu'au successeur désigné. On permettait seulement d'y agréger d'autres biens.

Luís Ulloa Pereira, *Memorias Familiares* (1584-1674).

Sisas: taxes indirectes sur des produits de consommation courante levée par la mairie madrilène.